

## CLIMAT DES AFFAIRES

# L'absence de feel-good factor inquiète les acteurs économiques

**Le Budget est souvent présenté comme un exercice destiné à donner une trajectoire claire à l'économie, à rassurer les ménages et à encourager les entreprises à investir. Mais cette année, les contestations de plusieurs mesures budgétaires, en particulier la réforme de la retraite, ont créé un climat d'inquiétude qui contraste avec l'effet de confiance généralement recherché après la présentation du Budget.**

LEENA GOORAYA POLIGADOO / FABRICE LARÉTIF

Au lieu d'apporter un regain d'optimisme, les annonces budgétaires ont provoqué des interrogations et des mobilisations sociales. La manifestation du 11 juillet et d'autres qui sont attendues contre la réforme de la retraite témoignent d'un malaise concernant les changements annoncés et sur leurs conséquences sur le pouvoir d'achat et la sécurité financière des citoyens. Cette situation soulève une question : au-delà du débat social et politique, quel pourrait être l'impact économique de cette perte de confiance ?

Pour Amit Bakhirta, CEO d'Anneau et observateur économique, le manque de «feel-good factor» après la présentation du Budget s'explique principalement par la controverse sur la réforme de la retraite. Selon lui, cette mesure a monopolisé l'attention publique au détriment des autres orientations budgétaires. «Nous réaffirmons que l'attention du public s'est malheureusement focalisée sur les réformes désastreuses des retraites plutôt que sur les mesures globalement positives de consolidation budgétaire», explique-t-il. Pour lui, les incertitudes liées à cette réforme ont créé un climat de confusion qui a empêché les autres mesures annoncées d'être pleinement perçues par la population. «Malgré l'abandon du means-testing, les incertitudes et les perspectives floues ont engendré une confusion générale, et aucune des mesures pourtant positives ne semble être restée dans les mémoires du grand public», avance-t-il.

## RESSENTI DES CITOYENS

Selon Amit Bakhirta, cette situation illustre un décalage entre l'évaluation technique du Budget et le ressenti des citoyens. «Il existe un fossé grandissant entre ce que les experts techniques qualifieraient d'objectifs budgétaires positifs et la perception des citoyens.» Sur le plan économique, il note que la consommation intérieure a fait preuve de résistance malgré un contexte marqué par un



Les annonces budgétaires ont provoqué des interrogations et une mobilisation sociale.

ralentissement économique, des coûts énergétiques élevés et des taux d'intérêt importants. «Nous constatons que la consommation intérieure est restée relativement stable», indique-t-il. Toutefois, il estime que l'impact psychologique auprès des retraités pourrait se manifester avec un certain décalage durant les prochains mois.

Pour sa part, Bernard Saminaden, observateur, revient sur le fait que le gouvernement actuel a hérité d'une situation économique compliquée. Selon lui, c'est une des raisons pour laquelle la population a perdu confiance en l'ancien régime. Cependant, poursuit-il, au lieu de rétablir la confiance, le régime en place tâtonne. «Une série de décisions qui ont été prises par rapport à la pension et aux nominations a provoqué des frustrations. La cassure de l'Alliance suivant la démission de Paul Bérenger a créé une déception et une désillusion



Bernard Saminaden, observateur.

au sein de la population », ajoute-t-il. Par rapport au budget, Bernard Saminaden est d'avis que le gouvernement a mal négocié la réforme de la retraite.

Pour la deuxième année consécutive, la pension a plombé les bonnes intentions du gouvernement. Pour lui,



Amit Bakhirta, CEO d'Anneau et observateur économique.

le budget doit être un guide indiquant la direction pour le développement social et économique. «L'histoire de la pension est derrière nous. Le gouvernement doit communiquer et donner la perception que Maurice devient un chantier avec des développements des infrastructures. L'ancien régime a

fait beaucoup de développement au niveau des infrastructures. Cependant, il n'a pas pris de décisions macroéconomiques. Aujourd'hui, le populisme a pris le dessus sur l'idéologie sérieuse », estime-t-il.

Du côté des entreprises, Amit Bakhirta considère que certaines mesures budgétaires sont favorables au secteur privé. Cependant, il attire l'attention sur la question de la fiscalité. «Il existe une contradiction manifeste entre notre régime fiscal et notre objectif d'attirer des investissements étrangers dans ce pays, sans parler des investissements nationaux», dit-il.

## RESTAURER LA CONFIANCE

Pour restaurer la confiance, Amit Bakhirta estime qu'une révision de l'approche sur les pensions serait un premier signal. «Une annonce de la cessation temporaire des réformes des retraites, qu'on revoie toute la stratégie et qu'on reparte de zéro, aiderait au niveau du grand public», fait-il observer. Mais il rappelle que le défi économique est plus large. De l'avis de Bernard Saminaden, le gouvernement pourra apporter le feel-good factor en dialoguant avec la population.

Il faut selon lui trouver une entente avec les syndicats sans

**« Le manque de "feel-good factor" après la présentation du Budget s'explique principalement par la controverse sur la réforme de la retraite. »**

## QUESTIONS À...

DR AVINAASH MUNOHUR, POLITOLOGUE

## « Le "feel-good factor" ne reviendra pas avec une approche uniquement comptable de l'économie »

❗ Le Budget est généralement présenté comme un outil permettant de donner une direction claire à l'économie et de créer un sentiment de confiance auprès des ménages et des entreprises. Or, avec les contestations autour de certaines mesures, notamment la réforme des pensions, le « feel-good factor » semble faire défaut. Comment analysez-vous ce décalage entre les objectifs annoncés et la perception actuelle de la population ?

Le décalage est aujourd'hui évident. Le gouvernement a choisi de remplacer ses promesses électorales par une politique d'austérité, justifiée par la nécessité de préserver les finances publiques. Toutefois, la situation réelle des finances de l'État n'a jamais été expliquée de manière suffisamment claire aux Mauriciens. On ne peut pas toucher à des acquis historiques du modèle social mauricien, dont la pension universelle constitue un symbole majeur, sans mesurer l'impact sur la confiance de la population. Au-delà de la réforme elle-même, c'est surtout la méthode qui interpelle. Des décisions qui concernent directement le contrat social auraient nécessité davantage de dialogue, de concertation et d'explications. Le gouvernement semble avoir privilégié une

logique essentiellement comptable, sans parvenir à démontrer comment ces sacrifices s'inscrivent dans une vision économique et sociale cohérente. Les citoyens acceptent plus facilement les efforts lorsqu'ils comprennent leur nécessité et lorsqu'ils ont le sentiment qu'ils sont équitablement répartis. Le contraste entre certaines réductions touchant les ménages et certaines dépenses publiques qui continuent de susciter des interrogations alimente également un sentiment d'incompréhension. Dans un contexte marqué par les difficultés liées au pouvoir d'achat, les choix budgétaires doivent être accompagnés d'un message clair sur les priorités nationales. Cette situation a contribué à une perte de confiance. Le pacte établi lors des élections de 2024 semble fragilisé, et le gouvernement doit désormais rétablir un climat de confiance auprès des citoyens et des acteurs économiques.

❗ Au-delà du climat social, quelles pourraient être les conséquences économiques de cette incertitude sur la consommation des ménages, la confiance des entreprises, les décisions d'investissement et l'attractivité du pays auprès des investisseurs locaux et



étrangers ?

L'incertitude actuelle peut avoir des conséquences importantes sur l'économie. Plusieurs indicateurs montrent une situation qui mérite une attention particulière, notamment l'évolution de la consommation, de l'investissement et de la confiance des opérateurs économiques. Le ralentissement des arrivées touristiques, la baisse des investissements directs étrangers et l'augmentation de certains coûts opérationnels dans des secteurs stratégiques peuvent affecter la compétitivité de Maurice. Notre pays s'est développé grâce à sa capacité à attirer des investissements en offrant un environnement stable et

**« Le gouvernement doit désormais rétablir un climat de confiance auprès des citoyens et des acteurs économiques. »**

favorable. Toute hausse des coûts ou perte de confiance peut influencer les décisions des investisseurs. Les perspectives de croissance revues à la baisse constituent également un signal préoccupant. Une croissance autour de 2,8 % serait insuffisante pour une économie comme celle de Maurice, qui a besoin d'un rythme plus élevé pour soutenir l'emploi, l'investissement et l'amélioration du niveau de vie. La conjoncture internationale explique une partie des difficultés actuelles, mais elle ne peut pas tout justifier. Le risque est de voir s'installer une dynamique négative : des ménages qui réduisent leur consommation, des PME qui reportent leurs investissements et des investisseurs qui adoptent une position attentiste.

❗ Quelles mesures ou orientations pourraient contribuer à restaurer la confiance et recréer un véritable « feel-good factor » dans l'économie ?

Il faut d'abord rétablir un principe d'équité. On ne peut pas demander aux citoyens d'accepter des sacrifices sans que l'État montre également l'exemple en améliorant son propre fonctionnement. Maurice doit engager une réflexion sur l'efficacité de son appareil public. La multiplication des structures administratives et institutionnelles doit être évaluée afin de déterminer leur réelle contribution au développement économique. Une réforme visant à simplifier les procédures, réduire les lourdeurs administratives et améliorer la productivité publique aurait pu constituer un véritable chantier de modernisation. C'est sur ces réformes structurelles que le pays doit avancer. Restaurer le « feel-good factor » nécessitera donc plus qu'une maîtrise des dépenses publiques. Il faudra une vision claire, davantage de dialogue et une stratégie capable de renforcer la confiance des citoyens, des entreprises et des investisseurs.

que les mouvements syndicaux et civiques se laissent manipuler par des politiciens qui ne pensent qu'à leur intérêt personnel. « La récente manifestation doit être une mise en garde pour le gouvernement. L'heure est maintenant au remaniement ministériel. Il est temps de nommer un ministre des Finances », dit-il. Il ajoute qu'il est important de tacler le fléau de la drogue et de venir de l'avant avec des idées novatrices pour pousser les jeunes vers le sport. « Il faut une stabilité politique. La pension et les amendes stressent les Mauriciens. »

Bernard Saminaden craint que l'absence de feel-good factor ait des répercussions sur l'économie. Il cite d'abord l'effet néfaste sur la consommation des ménages. « Maurice n'a pas développé son secteur portuaire, l'économie bleue, l'agro-industrie, entre autres. Nous ne pouvons continuer de blâmer ceux qui étaient au pouvoir dans le passé. Il faut avoir des idées et passer à la vitesse supérieure. Aucun investisseur ne voudra déposer ses valises dans un pays où il y a une grève générale. »

## GLOBAL BUSINESS

## Kamal Hawabhay appelle à restaurer un climat de confiance

Pour Kamal Hawabhay, Managing Director de GWMS Ltd, la confiance des investisseurs repose avant tout sur la stabilité du climat économique et social. Alors que plusieurs mesures budgétaires suscitent des réactions, il estime que la perception du pays auprès des investisseurs pourrait être affectée si l'incertitude persiste.

« Les investisseurs préfèrent toujours faire des affaires ou travailler avec un pays où il y a un climat stable », affirme-t-il. Selon lui, les manifestations publiques et les contestations récentes, bien qu'elles puissent être comprises dans le contexte actuel, envoient un signal d'incertitude aux acteurs économiques étrangers. « Je comprends les raisons de ce qui s'est passé samedi dernier, ainsi que les autres plaintes qui sont exprimées publiquement. Mais

généralement, les investisseurs préfèrent un environnement plus stable », explique-t-il. Il estime ainsi que des mesures rapides doivent être prises afin de rétablir un environnement plus favorable à l'investissement.

Au-delà des mouvements de contestation, Kamal Hawabhay souligne également les préoccupations exprimées par le secteur du global business concernant certaines mesures annoncées. Il cite notamment la hausse de certains frais imposés par la Financial Services Commission (FSC), qui, selon lui, aurait été décidée sans une concertation suffisante avec les acteurs de l'industrie. Pour lui, le dialogue entre les autorités et les acteurs économiques doit être renforcé. « Nous pensons qu'il faut davantage de consultations et que le gouvernement prenne des mesures aussi rapidement

que possible », ajoute-t-il.

Afin de restaurer la confiance et de rétablir un climat plus favorable aux affaires, le Managing Director de GWMS Ltd estime qu'une révision de certaines dispositions budgétaires serait nécessaire. Il suggère notamment une démarche fondée sur une consultation élargie avant l'entrée en vigueur définitive des mesures. « Je pense qu'il serait préférable pour le gouvernement de ne pas aller de l'avant avec le Budget dans sa forme actuelle et de revenir ensuite avec une approche fondée sur des consultations beaucoup plus larges concernant les différents points qui y sont inclus », propose-t-il.

Selon lui, une telle démarche permettrait d'envoyer un signal d'ouverture aux citoyens et au secteur privé. « Si le



Kamal Hawabhay, Managing Director de GWMS Ltd.

gouvernement retire le Finance Bill dans sa forme actuelle, cela veut dire qu'il est ouvert à davantage de discussions et qu'il écoute ce que le public et les industries expriment », affirme-t-il.

Pour Kamal Hawabhay, le rétablissement de la confiance passe donc par un renforcement du dialogue, une meilleure prévisibilité des décisions publiques et davantage de stabilité, trois éléments essentiels pour préserver l'attractivité économique du pays.